

DIAL 3201

COLOMBIE - « l'action des mouvements sociaux a été décisive dans la lutte contre l'impunité » : entretien avec Iván Cepeda

Emma Gascó et Martín Cúneo

samedi 7 juillet 2012, mis en ligne par [Dial](#)

Cet entretien conduit par Emma Gascó et Martín Cúneo à Bogotá est paru dans le numéro [163](#) de la revue [Diagonal](#) (7 décembre 2011).

En 1994, le sénateur de l'Union patriotique Manuel Cepeda a été exécuté par des paramilitaires aux ordres de l'État. Depuis lors, son fils, Iván Cepeda, s'est consacré à la lutte contre l'impunité au sein du Mouvement des victimes des crimes d'État (MOVICE). La mise en accusation demandée par la Fondation qui dirige le système judiciaire interaméricain a amené l'actuel gouvernement de Santos [\[1\]](#) à reconnaître la responsabilité de l'État dans ce crime.

Depuis 2010, Iván Cepeda est député au Congrès de la République pour le Pôle démocratique alternatif.

Qu'a représenté pour la Colombie la période d'Álvaro Uribe ?

À l'avenir, quand il sera possible d'examiner rétrospectivement ce que l'on a vécu, sans aucun doute, le régime d'Álvaro Uribe occupera une place remarquable dans l'histoire universelle de la criminalité et de l'exercice arbitraire du pouvoir, tant pour le nombre que pour la variété des formes d'action criminelle qui ont été pratiquées. Certaines d'entre elles sont inédites, par exemple ses relations avec les paramilitaires, des liens qui ne sont pas de simples alliances temporaires. Álvaro Uribe est à l'origine du paramilitarisme moderne. Il a favorisé par des mesures institutionnelles la légalisation des armées paramilitaires. Il a facilité le saccage de régions entières du pays par des massacres et des déplacements de population, afin que des entreprises, des industries agricoles et de grands propriétaires disposent de ces terres. Telles sont les bases criminelles de son action. À ces bases, il faut ajouter un second niveau : pour couvrir tout ce qu'il avait fait pendant les années de son ascension politique et pendant les huit années de sa présidence, il a créé des instances criminelles destinées à faire échouer toute investigation, à faire pression sur les juges, à faire disparaître de la surface de la terre les défenseurs des droits humains, à intimider les opposants politiques, à dissuader tout journaliste critique d'entreprendre quelque investigation que ce soit. Tous ces crimes sont liés entre eux et finissent par former des chaînes. Et il devient très difficile de démêler ce qui est à l'origine du reste.

Quel a été le rôle des juges les plus indépendants dans la lutte contre ce plan criminel ?

Il faut dire qu'en Colombie, après des années de cheminement, est apparu un pouvoir judiciaire ou plutôt un secteur du pouvoir judiciaire à vocation démocratique, très respectueux des droits humains, très respectueux de la Constitution, présentant des points communs avec les juges italiens de la *mani pulite*. Ces juges de la Cour suprême et de la Cour constitutionnelle ont accompli leur travail malgré les menaces

et les énormes difficultés.

Et quel a été le rôle des mouvements de défense des droits humains ?

Les juges n'agissent pas seuls. Dans ce combat, la force principale, ce sont les organisations de victimes, de défense des droits humains, le mouvement syndical, et tous, malgré de nombreuses périodes de persécution, ont réussi à consolider des réseaux très influents à l'intérieur comme à l'extérieur du pays qui ont aussi beaucoup contribué à ce processus. Et cela a porté ses fruits. Maintenant, nous sommes devant une situation où l'étau se resserre de plus en plus autour de la personne de l'ex-président. Ses ex-ministres tombent les uns après les autres, de même que ses secrétaires privés, un cousin du président a été condamné, ses enfants sont mis en examen... Je crois que si tout se passe comme prévu, nous pourrions obtenir, d'ici peu, la condamnation légale des personnes qui ont appartenu aux plus hautes instances du gouvernement.

Comme partout, le travail des organisations a consisté à accumuler patiemment informations et preuves, à recueillir des témoignages, à explorer de nouvelles voies juridiques dans le système national, dans le système interaméricain et à la Cour pénale internationale. Un travail de diffusion, d'accompagnement de l'observation internationale, de mobilisation... Peut-être que cette mobilisation s'est exprimée avec le plus de force lors de la manifestation du 6 mars 2008. Et plusieurs des militants qui ont programmé et rendu possibles ces mobilisations ont été assassinés. Cela a été un gros travail de résistance dans les zones du pays confrontées aux incursions des paramilitaires, un travail de maturation d'une position critique face à la violence qu'exerce la guérilla, un travail pour la paix, un travail de formation et de visibilité de quelques personnes emblématiques, de certaines femmes qui ont joué un rôle très important dans les zones les plus violentes du pays - un travail de réorganisation, encore et encore, de processus qui ont été confrontés à des doses de violence extrême. Ce long chemin de patience nous a permis d'arriver là où nous en sommes aujourd'hui : une étape importante et une étape pleine d'avenir. En Colombie, l'action des mouvements sociaux a été décisive dans la lutte contre l'impunité.

Quelles sont les réussites les plus importantes ?

Actuellement, il y a un mouvement de justice en Colombie. Plus de 80 parlementaires ont été entraînés devant les tribunaux, des ministres, des généraux et j'espère que nous pourrions atteindre rapidement d'autres secteurs et que cela permettra de désactiver les mécanismes qui continuent de fonctionner aujourd'hui. La plupart des parapolitiques [2] emprisonnés à la prison de la Picota continuent à agir, à donner des ordres, à gouverner, parce qu'on n'a pas démantelé le système au plus haut niveau, parce que des pans entiers des forces armées agissent encore ouvertement comme alliés, comme le bras armé de cette structure. Et, parce que le problème ne se réduit pas à Álvaro Uribe et à son entourage. Le régime a aussi un visage plus aimable grâce auquel il pratique, avec d'autres méthodes, le même genre de politique. Ils veulent céder aux multinationales 39 millions d'hectares pour réaliser des projets miniers et énergétiques. C'est un gouvernement qui privilégie la privatisation, la paupérisation du travail, c'est un gouvernement dont le langage est politiquement correct, mais dont la politique est incorrecte.

Comment s'inscrit dans ce contexte la Loi en faveur des victimes récemment votée par le gouvernement de Santos ?

Elle fait partie de ce mouvement. La loi en faveur des victimes n'aurait pas vu le jour si les victimes ne s'étaient pas engagées dans tout ce processus de lutte, et on ne parlerait pas non plus de restitution de terres ou d'indemnisation. Les politiques qui ont participé à ce processus n'ont pas, tout d'un coup, pris conscience que cette loi était nécessaire, ils ne se sont pas repentis soudainement. De nombreuses personnalités de l'actuel gouvernement, en commençant par le président lui-même, ont fait partie de ce réseau. Bien évidemment, cette avancée est tout à fait insuffisante. Ce que garantit cette loi, ce sont des niveaux minimum d'aide aux communautés et aux victimes. « On vous donne une indemnisation et un peu de terre, mais vous renoncez à obtenir justice », alors que c'est ça le plus important d'un point de vue politique et que c'est ça qui peut affaiblir ces pouvoirs. Par exemple, une personne qui obtiendrait un titre de propriété d'une terre sur laquelle serait pressenti un projet de culture de palmier à huile ou un projet minier devra accepter, de fait, que ce projet se réalise sur sa terre (en échange d'un loyer ou autre

compensation). Le système est parfait, c'est un blanchiment des transactions, une légalisation.

Comment s'explique le changement de discours de Santos ?

Il y a de nombreuses explications. L'une des plus évidentes est qu'Uribe et Santos s'adressent à des secteurs économiques et sociaux différents. Le second est plus aristocratique, le premier, plus proche du narcotrafic. Bien que le premier soit, lui aussi, criminel. Je ne veux pas dire que l'un est plus propre que l'autre. Simplement, ils ont des origines sociales différentes. Mais je dirais que c'est une explication un peu rapide. Il conviendrait d'en rajouter deux autres au moins. La première est que nous sommes dans une phase du capital différente. Il y a eu la phase d'accumulation qui a consisté à usurper des millions d'hectares de terre et à exproprier et dépouiller leurs propriétaires, à produire de gigantesques mouvements de population, à préparer le terrain pour l'étape actuelle de la reproduction intensive du capital. Maintenant, il s'agit de rendre ces terres productives en les mettant entre les mains des grandes entreprises, des entreprises nationales mais surtout des multinationales pour qu'elles les exploitent, les essorent, qu'elles en extraient toute la richesse minérale et pétrolière et qu'elles plantent ces terres fertiles de pins, de palmiers à huile... Voilà ce qu'ils veulent et voilà ce qu'ils sont en train de faire.

Mais pour cela, il faut utiliser un autre langage. Le FMI a recommandé à la Colombie d'entrer dans un processus de sécurité juridique pour sécuriser l'investissement agricole et l'investissement industriel. Les entreprises ne peuvent pas arriver, acheter des terres et, le lendemain, avoir la fâcheuse surprise de découvrir que ces terres appartiennent à des paysans qui ont été massacrés. Pour avoir des investissements il faut garantir la sécurité.

La deuxième explication, c'est que maintenant, il y a un contexte international très différent, ce qu'on appelle le monde multipolaire, avec l'apparition d'autres pôles de décision dans le monde, l'éclipse à peine esquissée de l'empire états-unien, le processus d'intégration de l'Amérique latine... Pas besoin d'être un grand observateur économique pour voir que l'Europe prend l'eau de toutes parts et que les États-Unis ont beaucoup de problèmes. Tout cela conduit Santos à avoir une politique extérieure très différente, et dans les forums internationaux, il ne peut pas se présenter avec du sang sur les mains, avec une guerre qui dure depuis 60 ans, avec des milliers de déplacés, car là-bas, il faut préserver une certaine image de marque et c'est pour cela que la politique extérieure affiche une certaine préoccupation pour les droits humains qui, je le répète, fait partie du politiquement correct.

Dans cette dynamique, l'État a reconnu sa responsabilité dans l'assassinat de ton père, le sénateur de l'Union patriotique (UP), Manuel Cepeda.

Cela a été un processus dans lequel nous, les victimes, avons démontré cette responsabilité et avons facilité l'action des opérateurs de la justice. C'est nous qui avons fait l'essentiel du travail du procureur. Nous avons apporté les preuves. Nous avons fait savoir qu'un témoin clé était menacé de mort. Nous avons démontré un fait essentiel : la responsabilité matérielle des sous-officiers de l'armée et leur action conjointe avec les paramilitaires. Et ceci a permis, par la suite, que l'on parvienne jusqu'à la Cour interaméricaine. La Cour a prononcé une sentence que le gouvernement d'Uribe n'a pas voulu accepter mais que le gouvernement actuel a été obligé d'entériner. Et il l'a fait très correctement. Il l'a pleinement reconnu : l'État a tué Manuel Cepeda, non seulement il ne l'a pas protégé mais encore il s'est allié avec les paramilitaires et, après l'assassinat, il a tout fait pour que règne l'impunité, il a sali son nom, il a piétiné la dignité de ses proches et il a achevé le parti politique auquel il appartenait. Quelle importance ce fait revêt-il ? Au Congrès de la République en présence des hautes autorités de tous les horizons et de tous les partis, le Gouvernement a reconnu au nom de l'État cette responsabilité et cela clôt la discussion : en Colombie, l'opposition a été massacrée. C'est un fait irréfutable. Et après avoir reconnu le premier crime, ils vont être obligés de reconnaître les 5 000 ou 10 000 autres et cela signifie que la vérité commence à régner. C'est une discussion de fond : est-ce qu'en Colombie, il y a eu des crimes d'État et donc l'État a agi en criminel, ou bien les narcotrafiquants et les guérillas sont-elles les seules [3] à pratiquer le crime ? C'est ainsi que l'on commence à faire sauter le mythe de l'État victime, de l'État démocratique dans lequel on trouve des personnes qui se comportent comme des terroristes et qui détruisent cet État démocratique.

- **Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3201.**

- Traduction de Michelle Savarieau pour Dial.

- Source (espagnol) : revue *Diagonal*, n°163, 7 décembre 2011. [Disponible en ligne](#) sur le site [Los movimientos contraatacan](#).

En cas de reproduction, mentionner au moins les auteurs, la traductrice, la source française (Dial - <http://enligne.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Juan Manuel Santos est à la présidence depuis le 7 août 2010 - note DIAL.

[2] Il s'agit des personnalités politiques emprisonnées après la révélation, en 2006, de l'existence de liens entre des hommes et des femmes politiques et les paramilitaires - note DIAL.

[3] Comme souvent, nous utilisons la règle de l'accord de proximité : le genre donné au pluriel est celui du dernier élément de l'énumération - note DIAL.